

Assemblée générale de TotalEnergies: de premières échauffourées entre la police et les militants

Par [Julien Da Sois](#), [Pauline Landais-Barrau](#) et [AFP agence](#)

Publié il y a 6 heures ,

Mis à jour il y a 2 heures

[Copier le lien](#)



Plusieurs dizaines de militants se trouvaient devant la Salle Pleyel, à Paris, plusieurs heures avant l'ouverture de l'AG.
Geoffroy Van der Hasselt / AFP

L'assemblée générale de TotalEnergies s'est ouverte ce vendredi matin, malgré des tentatives de blocage par des militants écologistes arrivés dès l'aube.

Après BP et Shell, vient le tour de TotalEnergies. Le géant français des hydrocarbures se prépare à vivre une assemblée générale électrique vendredi matin, ciblée par une coalition d'associations qui menace de la bloquer, mais aussi par une partie de ses actionnaires en désaccord avec sa politique climatique. La réunion arrive à la fin d'une

saison d'AG houleuses, où des militants ont multiplié les actions contre les grands groupes, comme chez les concurrents Shell et BP ou la banque Barclays, accusée de financer l'expansion de projets d'hydrocarbures.

Le tout sur fond de profits faramineux. Ensemble, les majors BP, Shell, ExxonMobil, Chevron et TotalEnergies affichent plus de 40 milliards de dollars de bénéfices ce trimestre, après une année 2022 grandiose. Signe des tensions sur la réunion prévue à 10h, TotalEnergies interdira aux actionnaires et aux journalistes d'utiliser leurs téléphones portables, et les obligera à laisser certains effets personnels à l'entrée. TotalEnergies veut surtout éviter le scénario chaotique de l'année dernière quand des militants d'ONG avaient empêché des actionnaires de pénétrer dans l'AG.

Jusqu'à 400 militants attendus

Cette année, une coalition d'ONG appelle explicitement à bloquer la réunion prévue Salle Pleyel, dans les beaux quartiers parisiens. Les autorités s'attendent à la présence de 200 à 400 militants. Ils *«veulent absolument empêcher la tenue de l'AG»*, selon une source policière. *«L'AG de Total n'aura pas lieu»*, ont d'emblée prévenu fin avril dans une tribune les signataires 350.org, Alternatiba, Amis de la Terre, ANV-COP21, Attac, Greenpeace, Scientifiques en rébellion et XR. *«Cette assemblée générale prévoit de perpétuer la stratégie du pétrolier: toujours plus de projets fossiles et une répartition injuste des superprofits qui alimente l'injustice climatique et sociale»*, dénoncent-ils.

Dès l'aube, de premières échauffourées entre police et manifestants pour le climat ont eu lieu vendredi aux abords de la salle Pleyel à Paris, où doit se tenir l'assemblée générale des actionnaires. Une dizaine de militants ayant réussi à s'asseoir par terre devant l'entrée de la salle a été délogée par les forces de l'ordre, qui bouclaient le tronçon de la rue du Faubourg Saint-Honoré. Des dizaines de manifestants sont depuis installés pour tenter d'empêcher la tenue de l'AG, selon les appels à manifester diffusés en amont.

Dès 7h, les forces de l'ordre ont même dû recourir au gaz lacrymogène pour tenter de déloger des manifestants. *«Le gouvernement se montre encore une fois complice des grands pollueurs. Au lieu de protéger la population contre la catastrophe climatique, il envoie la police lancer des grenades au milieu d'une foule non-violente»*, explique le collectif écologiste Alternatiba sur ses réseaux sociaux, assurant *«être là tant qu'il le faudra pour dénoncer les crimes de Total»*.

Alors que les actionnaires de TotalEnergies arrivent au compte-goutte pour l'ouverture de l'AG à 10h, les militants se massaient de plus en plus nombreux devant la Salle Pleyel. «*Même si Total ne le veut pas, nous on est là*», chantent-ils, brandissant des pancartes pour dénoncer les projets de TotalEnergies. S'exprimant dans un micro, l'un des membres du mouvement citoyen Alternatiba Paris est même obligé de rappeler les manifestants à l'ordre : «*on n'est pas là pour harceler les actionnaires*».

Sur place, Jean-François Guillon, l'un des membres du CA d'Attac, explique que «*Total est un symbole*». Pour lui, le groupe «*coche toutes les cases*» avec d'un côté «*des projets climaticides*» et en choisissant de «*ne pas payer pas sa juste part d'impôt*» de l'autre, sans parler de «*l'aspect social*». «*Tous les combats citoyens sont réunis*», lance-t-il. «*On peut s'applaudir parce qu'on est très forts ce matin, on est 500 activistes*», déclare un coordinateur de l'action au micro. Avant d'ajouter au sujet des assemblées de Total : «*À chaque fois qu'ils vont se réunir, nous serons là*».

Des enjeux climatiques à l'ordre du jour

Parmi les sujets brûlants, les quelque 1,5 million d'actionnaires individuels, présents ou en ligne, sont appelés à voter sur une résolution consultative émanant de l'organisation d'actionnaires activistes Follow This, qui s'attaque principalement aux émissions indirectes de CO₂. Autrement dit celles liées à l'utilisation du pétrole par ses clients dans les voitures ou pour se chauffer (scope 3 dans la comptabilité carbone), l'équivalent de 85% de son empreinte carbone. L'organisation lui demande d'aligner ses objectifs de réduction sur l'Accord de Paris de 2015, afin de limiter le réchauffement planétaire à +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle. Parmi cette coalition de 17 investisseurs qui détiennent près de 1,5% de TotalEnergies, figurent La banque PostaleAM, Edmond de Rothschild AM, La Financière de l'Echiquier.

Le groupe recommande de voter contre, jugeant la résolution «*contraire aux intérêts*» de TotalEnergies, «*de ses actionnaires et de ses clients*». La major va néanmoins faire valoir ses efforts pour le climat et appelle ses actionnaires à «*voter en faveur*» de sa propre résolution climatique. Cette stratégie officielle se concentre surtout sur ses émissions directes, issues de ses opérations et celles liées à l'énergie qu'elle consomme (périmètres dits du «*scope 1 et 2*»). Soumise pour la troisième année à l'approbation des actionnaires, elle comporte un renforcement des engagements, comme de ne pas dépasser 38 MT de CO₂ d'émission en 2025 par rapport à 2015.

Même si le groupe n'envisage pas de baisser drastiquement ses émissions directes dans la décennie, il affiche une politique ambitieuse dans les énergies bas carbone, comptant y consacrer un tiers de ses investissements et atteindre 100 GW de capacités d'électricité renouvelable d'ici 2030. «*Ce sont les revenus des hydrocarbures qui nous permettent d'investir massivement et de développer les renouvelables*», a fait valoir le PDG Patrick Pouyanné mercredi dans une interview au magazine Challenges.

Le groupe est présent dans de nombreux projets de gaz naturel liquéfié et de pétrole, aux Émirats arabes unis, en Irak, en Papouasie ou encore en Ouganda, avec le projet controversé de l'oléoduc chauffé Eacop devenu un symbole médiatisé de la lutte anti-pétrole. «*On n'a pas su anticiper*», a concédé à Challenges, Patrick Pouyanné, au sujet de cette polémique, qui s'ajoute à bien d'autres pour le groupe, critiqué pour son bénéfice record de 20,5 milliards de dollars (19,12 milliards d'euros) en 2022, ses impôts en France ou le salaire du PDG. Une hausse de 10% de sa rémunération pour 2023 est d'ailleurs à l'ordre du jour de l'AG.

La rédaction vous conseille

- [À HEC Paris, des étudiants perturbent une table ronde pour dénoncer les projets «climaticides» de Shell et TotalEnergies](#)
- [TotalEnergies accélère son développement dans le solaire](#)
- [TotalEnergies sécurise trois ans d'achat de gaz](#)

Sujets

[économie](#)[TotalEnergies](#)

À lire aussi

Élevage : Fesneau se paye la Cour des comptes après sa proposition de réduire le cheptel bovin

Intéressement, participation, épargne salariale... Ce que contient le projet de loi sur le partage de la valeur

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

RSA : les 15 à 20 heures d'activité ne figureront «pas dans la loi» mais seront un objectif individualisé, dit Dussopt

